

Les conseillers en investissement partout dans le monde disent que le Canada est redevenu un bon endroit où investir. J'espère que cela encouragera la Banque du Canada à réduire à nouveau son taux d'escompte cette semaine afin de stimuler davantage notre économie et de créer plus d'emplois; j'espère en outre qu'une telle réduction du taux d'escompte fera enfin honte à nos grandes banques à charte et sociétés de fiducie et les amènera à réduire les taux d'intérêts appliqués aux cartes de crédit.

* * *

[Français]

LES ARTS

L'URGENCE DE SAUVER L'ÉCOLE NATIONALE DE THÉÂTRE

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, la direction de l'École nationale de théâtre est à l'agonie.

«La direction de l'École nationale de théâtre est une source quotidienne d'insatisfactions; on ne peut entreprendre aucun nouveau programme, faute de moyens financiers; les professeurs sont sous-payés; on traîne un déficit de 400 000 \$... bientôt, si des problèmes de liquidités éclatent, il sera trop tard pour sauver l'institution.

Ainsi parlait le président démissionnaire, M. Jean-Louis Roux. Il y a quelques semaines, c'était le costumier François Barbeau qui, comme directeur de la section technique, démissionnait après 25 ans à cette école. Évidemment, il est même recommandé ou on soupçonne qu'on déménagerait à Toronto la section anglaise de cette école qui est une institution unique, et je pense que cela pourrait être la mort d'une telle école.

Alors je demande au ministre responsable de ce dossier ainsi qu'à tous les ministres qui viennent du Québec et qui siègent au Cabinet de demander au gouvernement de trouver une solution le plus rapidement possible. Je sais que le gouvernement fédéral est généreux dans ses subventions, mais je voudrais qu'il prenne un leadership pour essayer de donner un second souffle à cette école qui fait honneur aux Québécois et aux Québécoises et également aux Canadiens et aux Canadiennes au niveau national et international.

* * *

(1410)

[Traduction]

LES CRIMINELS DE GUERRE

LA RÉACTION DU PUBLIC AU RAPPORT DE LA COMMISSION DESCHÊNES

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, depuis quelques jours, j'observe attentivement les réactions du public et la réponse du gouvernement à la parution du rapport de la Commission Deschênes. Il n'est pas exagérer de dire que la Communauté économique européenne et le Congrès juif canadien ont louangé cette entreprise qui a montré qu'on s'attaquait enfin au problème et que les criminels de guerre au Canada étaient moins nombreux que prévu. Ils ont applaudi à la solution «canadienne», à savoir confier le dossier des personnes soupçonnées d'être d'anciens criminels de guerre à notre système judiciaire et à la GRC. Le président du comité des Canadiens d'origine ukrainienne a fait la déclaration suivante

Article 21 du Règlement

au siège social de cet organisme, à Saskatoon: «Nous convenons avec le gouvernement qu'il vaut mieux juger ces gens au Canada même, selon la règle du droit en vigueur dans notre pays plutôt que de les dénaturaliser et de les expulser».

Je félicite le ministre de la Justice (M. Hnatyshyn) de son excellent travail. Parce que le gouvernement a eu le courage d'affronter ce problème épineux, les futures générations de Canadiens seront fières de voir qu'il aura été finalement réglé dans le cadre de notre système judiciaire.

* * *

L'APARTHEID

LA VISITE DE CHEFS INDIENS EN AFRIQUE DU SUD

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, M. Norm Wallace et sa fondation pour l'Afrique du Sud vont envoyer quatre chefs indiens en Afrique du Sud pour attirer l'attention sur les difficultés des Indiens du Canada. Quel beau geste. Les chefs seront certainement remarqués et ils seront peut-être même louangés comme combattants de la liberté par un régime blanc qui prive de liberté ses propres citoyens, dans un pays où ceux qui prononcent le mot liberté autrement que du bout des lèvres risquent la mort.

Le racisme est l'ennemi commun des Indiens et des Africains. Au Canada, il s'agit cependant d'un adversaire affaibli, tandis qu'en Afrique du Sud il est puissamment armé. Ceux qui font cause commune avec cet ennemi n'ont pas de pire ennemi qu'eux-mêmes. L'Assemblée des Premières nations en est consciente. Les chefs auront peut-être l'occasion de l'apprendre.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

ON APPUIE LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Jim Jepson (London-Est): Monsieur le Président, j'ai aujourd'hui le plaisir de féliciter le premier ministre (M. Mulroney) pour l'initiative hardie qu'il a prise hier en lançant le débat sur le libre-échange à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Jepson: Le premier ministre a une vision claire de l'avenir du Canada et j'espère que ce débat fera cesser pour de bon les discours électoralistes de l'opposition et le négativisme des médias.

Au moment où notre gouvernement entreprend la deuxième moitié de son premier mandat, il serait si facile pour le premier ministre et le gouvernement d'éviter toute mesure susceptible de rendre le gouvernement politiquement vulnérable. Le premier ministre et le gouvernement ont cependant suffisamment confiance aux Canadiens et en leur esprit d'entreprise pour relever hardiment un nouveau défi collectif en négociant un nouvel accord commercial avec les États-Unis. Non seulement cet accord protégera des milliers d'emplois mais il en créera des milliers d'autres qui assureront l'avenir de la nouvelle génération de Canadiens. L'initiative doit nécessairement venir d'en haut et je félicite le premier ministre d'agir d'une manière